

21 mai 2023 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Sommet du G7 à Hiroshima le point presse du Président Emmanuel Macron.

Journaliste

Les russes prétendent avoir pris le contrôle de Bakhmout, est-ce que vous avez confirmation de ceci et est-ce que ça ne vient pas un petit peu gâcher finalement la tournée de Monsieur ZELENSKY ici ?

Emmanuel MACRON

Non, je pense que, d'abord, il appartient aux autorités ukrainiennes de dire l'évolution sur le terrain de leurs forces et donc je resterai à ce stade, pour ma part, extrêmement prudent. On sait les difficultés de ce théâtre d'opération, on sait aussi que malgré tout, cette opération qui est lancée depuis décembre sur une ville très limitée, marque aussi les difficultés qu'a l'armée russe à avancer. Donc je ne me prononcerai pas sur ce sujet. Je pense que la présence de Monsieur ZELENSKY ici est importante.

Je veux dire quelques mots. D'abord pour remercier la présidence japonaise et le Premier ministre japonais pour leur accueil ici à Hiroshima. Et en disant cela, j'ai une pensée toute particulière pour son anté-prédécesseur, Shinzo ABE qui, comme vous le savez, a été assassiné il y a quelques mois et avec lequel nous avons travaillé main dans la main. Je veux remercier donc le Premier ministre japonais pour son accueil et la parfaite organisation.

Nous avons commencé ce G7 avec un moment qui a été très émouvant et qui nous a replongé, si je puis dire, dans notre histoire contemporaine et le devoir qui est le nôtre, en particulier quand on parle de paix dans le monde, en visitant ce mémorial d'Hiroshima et en témoignant de notre respect à l'égard de toutes les victimes de la bombe d'Hiroshima et évidemment de Nagasaki.

Ce G7 est d'abord un G7 d'unité de soutien à l'Ukraine. Il y a une unité très forte depuis le début et le Japon, d'ailleurs, joue un rôle clé qui montre ô combien cette guerre n'est pas qu'Européenne, mais une guerre de défense de nos principes, de notre sécurité internationale. Nous avons tous et toutes salué d'ailleurs le Japon pour cela, parce que leur engagement est très fort.

Unité, confirmation de notre engagement, je pourrais y revenir, là aussi, avec les discussions que nous aurons dans quelques instants avec Volodymyr ZELENSKY. C'est aussi l'occasion et c'est ce qui a conduit à la venue du président ZELENSKY, de discuter, d'échanger, de convaincre des partenaires, justement, de ce format élargi du G7.

L'Inde qui est à la présidence du G20, l'Indonésie qui vient de la quitter, le Brésil qui aura la présidence du G20 l'année prochaine, et plusieurs autres pays de l'Asie, d'Afrique avec l'Union africaine et du continent Sud-Américain, donc des pays du Sud qui ont pu parfois moins échanger avec l'Ukraine. Et avec lesquels il aura l'occasion d'expliquer la situation et qui nous permettra aussi de rappeler les fondamentaux qui sont les nôtres et en particulier le fait que pour toute la communauté internationale, le soutien à la Charte des Nations unies, à la souveraineté, à l'intégrité territoriale est absolument existentiel.

Ensuite, ce G20 nous a conduits à discuter de la question de la Chine. Vous le savez, la France a une position qui est très claire sur le sujet. Une volonté d'engager avec exigence, et donc de pouvoir essayer de préserver une capacité à agir avec la Chine sur les grandes questions que sont le climat, la biodiversité. Nous l'avons encore montré récemment, avec des vraies avancées, de pouvoir également, je l'espère, avancer dans les prochains mois et prochaines années sur des questions aussi structurantes que l'intelligence artificielle, avec des compétitions économiques qui sont aussi là et des points de désaccord sur nos valeurs. Dans ce contexte, nous avons décidé d'abord de pouvoir mettre en place des mécanismes pour faire face ensemble à de la coercition économique si elle était décidée. Ensuite, pour éviter les transferts de technologies sur les technologies les plus critiques qui pourraient être à usage militaire. Et puis, nous avons décidé, dans le cadre de la relocalisation des chaînes de valeurs, qui ont donné lieu à une stratégie américaine, vous savez, l'Inflation Reduction Act puis à une stratégie européenne, le Net Zero Industrial Act pour parler en bon français. Et donc, toute notre stratégie pour relocaliser les technologies clés dans nos filières, dans nos chaînes de valeur, pour pouvoir faire face à la transition climatique, de renforcer la coordination pour préserver l'unité des chaînes de valeur entre pays du G7, mais aussi à l'égard des émergents et des pays en développement.

Ensuite, sur les grands sujets internationaux, ce G7 a permis de prendre plusieurs options, que je trouve claires et qui vont scander les prochains mois. D'abord sur la solidarité internationale. Nous avons rappelé l'importance

de celle-ci et elle est clé dans un contexte de sortie de crise Covid, de guerre en Ukraine et de conséquences sur la sécurité alimentaire et beaucoup d'autres sujets, notamment des conséquences du changement climatique qui touchent beaucoup de ces pays. Cette solidarité internationale ne peut pas, je dirai, se réduire ou s'amenuiser, au contraire.

C'est ce qui nous avait conduit, rappelez-vous d'ailleurs, à lancer cette initiative, une augmentation de capital du Fonds monétaire international et de réallouer, pour les pays les plus riches, nos droits de tirage spéciaux. La France a d'ores et déjà fait 30 %, nous irons plus loin lors du sommet que nous allons organiser. Je salue la présidence japonaise qui a décidé de porter à 40 % la réallocation de ces droits de tirage spéciaux, nous avons ainsi commencé à scander un agenda et j'ai pu présenter ce que sera le sommet pour le nouveau pacte financier international de Paris, les 22 et 23 juin prochain, qui va permettre d'abord d'aller plus loin. La France prendra des engagements nouveaux et nous souhaitons mobiliser plusieurs pays qui sont au capital du FMI pour justement libérer plus de financements. Nous allons porter un agenda de réformes du FMI et de la Banque mondiale pour davantage offrir des financements aux pays qui en ont le plus besoin. C'est aussi un agenda d'amélioration de ces instruments et d'innovations en termes financiers pour accompagner les pays les plus pauvres et les pays en voie de développement face aux besoins qui sont les leurs.

C'est ensuite un agenda visant à répondre à l'appel, dit de Bridgetown, pour la vulnérabilité climatique de plusieurs pays en développement et à revenu intermédiaire. C'est également la volonté de développer plus de financements privés par des mécanismes de garantie qui vont permettre aux financements privés de se mobiliser dans ces pays. Mais au fond, plus largement, ce que nous souhaitons porter, je l'ai expliqué hier, et je crois que ça a été entendu par nos partenaires aussi, c'est-à-dire nous n'avons pas à choisir entre la lutte contre la pauvreté et la lutte pour le climat et la biodiversité. La transition juste est la seule réponse. Elle suppose donc un choc concessionnel et donc une mobilisation plus forte de nos instruments, des financements nouveaux, publics et privés. Et c'est le seul moyen d'éviter une division du monde, en quelque sorte, là où on le voit, de plus en plus de pays du Sud ont le sentiment qu'il y a des standards multiples et qu'on leur demande de faire des efforts climatiques alors qu'on ne les a pas suffisamment aidés pour lutter contre la pauvreté.

Ensuite, sur les sujets autour du climat, là aussi, nous avons pu avancer avec des déclarations fortes. Mais je veux saluer une décision importante, qui a été prise par le Japon, qui est d'arrêter la construction et le financement de toutes les centrales à charbon nouvelles. Et c'est essentiel parce que dans un contexte où, vous le savez, nous voulons lutter contre le charbon à l'échelle internationale. On sait que c'est une priorité pour réduire les émissions, il nous faut être exemplaire en tant que pays du G7 et cet engagement du Japon, qui est tout nouveau et qui est une annonce pour ce sommet, est vraiment un élément de transition en même temps que nous avons continué d'avancer sur nos financements, vous savez, les Just Energy Transition, les JETP, que nous avons lancé en marge de la COP de Glasgow.

En matière de biodiversité, nous avons pu, si je puis dire, faire endosser par le G7 ce que nous avons porté lors du sommet de Libreville qui est à peu près de faire la même chose pour la biodiversité. C'est-à-dire de créer des partenariats pour la conservation positive des écosystèmes et en particulier des forêts primaires, et donc d'avoir un mécanisme de financement pour préserver la biodiversité de ces pays. Sur les océans. La déclaration et l'agenda que nous avons partagé est, lui aussi, très ambitieux et important et il permet de consolider les accords internationaux obtenus d'ailleurs avec la Chine, comme je le disais tout à l'heure, pour préserver en particulier la haute teneur, les accords dits BBNJ et surtout scander notre ambition jusqu'au sommet des Nations unies pour les océans que nous organisons, comme vous le savez, en 2025 à Nice. Donc, vous le voyez sur ces sujets, nous avons pu placer une ambition collective du G7.

Enfin, nous avons eu une longue discussion sur les questions de l'intelligence artificielle qui nous préoccupe beaucoup. Nous avons, sous la présidence canadienne, consolidée sous la présidence française du G7, construit ce partenariat mondial pour l'intelligence artificielle qui est adossé à l'OCDE et nous souhaitons, dans ce cadre, coordonner justement notre action en la matière.

Donc ce G7 permet, sur ces sujets, de vraiment consolider notre unité. Il nous permet aussi de, et c'est à mes yeux, sur la question ukrainienne, comme plus largement, un des points clés, éviter toute partition du monde entre le G7 et les grands émergents et plusieurs pays en développement. Et les discussions que nous avons eues hier après-midi et hier soir et que nous continuerons d'avoir sont à cet égard clé.

Journaliste

Monsieur le Président, juste pour revenir à la présence physique du président ukrainien, vous avez dit hier que ça pouvait changer la donne. Est-ce que vous espérez des mots, des paroles, notamment des pays du Sud, vous avez cité l'Inde, vous avez cité le Brésil ? En quoi les lignes pourraient bouger ? Et en quoi ce serait un succès ? Par ailleurs, que répondez-vous à certains groupes d'oppositions en France qui vous reprochent d'avoir transporté le président ukrainien dans un avion de la République ?

Emmanuel MACRON

Je pense que c'est l'honneur de la France d'avoir fait cela et je pense que c'est tout à fait cohérent avec notre

Je pense que c'est l'honneur de la France d'avoir fait cela et je pense que c'est tout à fait cohérent avec notre politique de soutien dès le premier jour. Et c'est aussi la France bâtissant la paix, cherchant des solutions. La France est une puissance de solution dans cette affaire. Nous l'avons dit dès le début, nous avons tout fait pour éviter cette guerre depuis le début. Nous avons une position très claire et constante. Nous soutenons l'Ukraine par tous les moyens, nous ne rentrons pas dans le conflit et nous veillons à ce qu'il n'y ait pas d'escalade. Nous avons sanctionné, sous la présidence française de l'Union européenne, en gardant l'unité, la Russie.

Mais depuis le début, nous disons : à un moment les armes devront se taire, le droit international doit être respecté et les droits du peuple ukrainien ce faisant, et donc il faut bâtir des solutions de paix, c'est la diplomatie. C'est ce que nous cherchons à faire depuis le début, ce que nous voulons faire et, en permettant au président ZELENSKY de se rendre devant la Ligue arabe, de parler très directement avec ces derniers, d'avoir un soutien très clair de la part de l'Arabie Saoudite et de plusieurs puissances de la région, ce qui est un vrai tournant. Et de venir ici pour pouvoir s'exprimer dans quelques instants devant les membres du G7, obtenir des clarifications parfois sur les soutiens et plaider devant la Troïka des présidences du G20, c'est une manière de bâtir la paix.

D'abord, c'est pour nous très important parce que ça évite une partition du monde entre ceux qui soutiennent clairement l'Ukraine et ceux qui disent « soutenir la paix », mais sans qu'on sache parfois qu'est-ce que ça veut dire derrière. Et c'est toutes les discussions que nous avons, nous-même, eues avec l'Inde, le Brésil et plusieurs autres en disant : la paix ne peut être qu'une paix durable qui part du principe que l'Ukraine doit être respectée et que le droit international doit en être le fondement et une paix ne peut pas être un cessez-le-feu qui reconnaît simplement l'état de fait sur le territoire.

Donc je pense que c'est l'honneur de la France, que c'est l'intérêt de la France et que c'est notre rôle en tant que membre permanent du Conseil de sécurité, de grande puissance diplomatique, d'avoir réussi à construire ce truchement, cette médiation et de permettre au président ZELENSKY de parler au G7 et de s'exprimer devant plusieurs puissances du monde qui, parfois, ne sont exposées qu'à un seul discours, il faut bien le dire. Et je dis ça quelques semaines avant un sommet des BRICS qui se tiendra en Afrique du Sud. Et comme vous le savez, la Russie est membre des BRICS.

Journaliste

Est-ce que lors de vos bilatérales justement avec l'Inde et le Brésil. Vous avez senti quand même une ouverture possible, un changement de discours ?

Emmanuel MACRON

La difficulté que nous avons tous, c'est que nous ne sommes pas les acteurs et donc ils ont tous les mêmes difficultés que nous. Certains font le choix d'aider aussi militairement et de soutenir. D'autres veulent rester dans une position un peu plus en retrait. Ils appellent tous à la paix, nous aussi, et ils ont bien conscience que cette paix doit respecter le droit international. Et donc ce qui est important, c'est de comprendre ce qui se passe sur le terrain. D'abord ce qui s'est passé dès le début et ce qui est en train de se passer. Et donc ils ont une volonté que ce conflit cesse.

Après, là où nous nous rapprochons de nos positions, c'est qu'on leur dit : la paix, ça ne peut pas être la transformation de la situation en conflit gelé. Au fond, c'est comme ça que je le dirai de la manière la plus simple et la plus claire et c'est là où il faut lever une ambiguïté. Si faire la paix, c'est faire de la guerre en Ukraine un conflit gelé, c'est une erreur pour nous tous, parce que l'expérience nous a appris qu'un conflit gelé, ce sera une guerre pour demain. Et donc, n'ayons pas une préférence absolue pour le présent, par lâcheté ou par facilité. La paix, ça doit être la construction d'une paix durable, négociée, qui règle le problème dans ses fondamentaux et qui respecte la Charte des Nations unies. Et c'est là où il faut lever l'ambiguïté.

Journaliste

Monsieur le Président, je reviens au sujet de Hiroshima, les armes nucléaires. Donc vous avez visité le Mémorial de la Paix, le musée et vous avez écouté les témoignages d'une survivante...

Emmanuel MACRON

Oui, c'était très émouvant.

Journaliste

C'est la première, en tant que président de la République en fonction. Quelle était votre émotion ? Qu'est-ce que vous avez pensé ? Et politiquement, le communiqué du G7 a exprimé la préoccupation à l'égard de l'augmentation de l'arsenal chinois. Et quelle serait votre idée pour faire engager la Chine, mais aussi la Russie, pour les efforts de désarmement et la transparence

Emmanuel MACRON

D'abord, je veux dire combien c'était bouleversant, évidemment, de se retrouver dans ce Mémorial et ce musée et d'avoir l'opportunité et la chance d'entendre une survivante s'exprimer sur ce qu'elle avait vécu et tout ça nous montre le désastre que crée l'arme nucléaire et le drame absolu humain, y compris sur plusieurs années

que cela produit. Et tout ça nous redit ô combien l'arme nucléaire, c'est un instrument de dissuasion pour plusieurs puissances dotées dans un cadre international. Mais ça ne peut jamais être un instrument de chantage ou de pression. Il y a quelque chose d'indicible, d'absolu qui ne se commente pas, dans à la fois les images dans ce qu'a vécu le Japon dans sa chair et ses vies à Hiroshima et Nagasaki.

Ça nous impose du respect et l'esprit de responsabilité. Face à cela, nous, nous défendons un cadre international, celui du Traité de non-prolifération. La difficulté, c'est qu'un de ses signataires ne le respecte plus et que ce cadre, en effet, n'inclut pas certaines autres puissances qui deviennent de plus en plus ambitieuses sur le sujet. Nous, nous soutenons un cadre inclusif, plus ambitieux sur le plan international, permettant de contrôler et réduire les armements nucléaires internationaux. Ça suppose un travail de longue haleine avec la Chine, les États-Unis d'Amérique et la Russie dès que cette guerre sera terminée. Je prends une dernière question sur la Chine avant de filer.

Journaliste

Sur la Chine. Il y a eu les délégations nord-américaines disant que la France a beaucoup travaillé pour adoucir les communiqués sur la coercition économique et aussi les lignes dans le communiqué final. Pourquoi pensez-vous qu'il ne faut pas être trop sévère sur ces questions économiques avec la Chine et vous jouez un peu le rôle de modérateur par rapport à d'autres pays nord-américain ou à l'Australie qui seraient plus dur qui n'étaient pas dans le G7, mais qui ont des gros points de coercition économique ?

Emmanuel MACRON

D'abord, je pense que c'est une position européenne que nous portons main dans la main avec l'Allemagne et l'Union européenne. C'est celle, en quelque sorte, de réduire les risques sur nos chaînes de valeur, mais pas de chercher une désassociation complète de nos économies à tous égards.

Ensuite, il n'y a pas de naïveté, mais il y a une volonté d'engager et je pense que c'est aussi cet équilibre qu'il faut trouver. Parce que si nous envoyons le message, au fond, qu'il y a un ennemi et que nous cherchons au maximum à tout couper, on crée, en quelque sorte, de manière autoréalisatrice, une forme d'accélération de l'histoire. Donc il ne faut pas avoir de naïveté. Nous savons ce sur quoi on a besoin d'engager avec la Chine. On ne règle pas l'ambition climatique, de biodiversité, de l'intelligence artificielle, si on n'engage pas avec la Chine. Il y a aujourd'hui beaucoup de coopération économique. Les États-Unis d'Amérique ont beaucoup plus d'exportations avec la Chine que nous ne pouvons en avoir. Donc nous avons tous aussi cela. Et je dis ça, la France est sans doute l'un des pays qui exporte le moins vers la Chine, si je nous compare à l'Allemagne ou aux États-Unis d'Amérique.

Mais je pense qu'il ne faut pas avoir de naïveté non plus et donc préserver nos intérêts, avoir des éléments de réciprocité. Et en effet, dans nos chaînes de valeur, ce qui est critique et stratégique, le protéger. C'est ça la position de la France. Et donc pas d'escalade, mais un vrai réalisme. Et cette position, elle est constante. C'est celle que je défendais il y a 6 ans. Et vous savez, quand il y a 6 ans, parfois en Europe, on me disait : Vous êtes beaucoup trop protectionnistes, vous Français. J'ai été le premier à dire : Sur certains éléments clés de nos opérateurs de télécoms, il faut nous protéger parce que ce sont des éléments de souveraineté. Et c'est aussi pour ça que quand on regarde, par exemple, la pénétration sur le marché français de composantes d'opérateurs télécoms, la France est autour de 15 % quand la moyenne européenne est entre 40 et 50 % et que beaucoup de pays européens sont à 80 ou 100 %.

Nous sommes cohérents et constants et je ne veux pas que dans le contexte qui est le nôtre aujourd'hui, où on doit faire face d'abord à la guerre, à cette lutte contre la pauvreté et la transition climatique, nous ayons en quelque sorte une accélération des montées des tensions. Pas de naïveté, aucune, mais une volonté d'engager avec exigence et de donner au maximum les chances au système international de garder sa stabilité.

Donc voilà, on joue ce rôle avec les Allemands, avec l'Union européenne et c'est d'ailleurs celui qui est aussi à la racine de notre politique indopacifique, qui est de préserver la liberté de la souveraineté dans la région, de ne céder à rien, d'être claire. D'ailleurs, la France est le pays européen qui est le plus présent dans la région qui, par sa marine, ses opérations, est le plus présent, mais sans volonté de confrontation. Merci beaucoup. Bon courage à toutes et tous.